Dans le monde post-Bali, ce n’est plus le prix qui fait la compétitivité

17 janvier 2014

La mondialisation a transformé le commerce international, et si le Cycle de Doha à l’OMC a eu tant de peine à aboutir, c’est parce que l’agenda qui avait été défini au départ ne correspond plus à la réalité des marchés. Ainsi, dans un ouvrage collectif du *Centre for Economic Policy Research*, G. Aldonas considère que l’accord obtenu à Bali fin 2013 est une opportunité pour relancer la dynamique multilatérale de l’OMC sur de nouvelles bases.

Dans un contexte de coûts de transactions élevés, les entreprises devaient exporter pour se développer. C’est pourquoi la pression était mise, au milieu du XXe siècle, sur la baisse des barrières tarifaires. Mais la mondialisation et les nouvelles technologies de l’information et de la communication ayant fortement réduit ces coûts, les entreprises ont désormais la possibilité d’investir et de produire ailleurs, plutôt que d’exporter depuis leur pays d’origine. Plus de la moitié du commerce international actuel concerne, d’après l’auteur, des produits intermédiaires échangés au sein d’une même firme, ou entre ses filiales et les partenaires de sa chaîne d’approvisionnement globale.

Ce qui importe alors, pour une entreprise organisant ou participant à une chaîne de valeur globale, c’est de réduire les coûts de ses opérations sur les marchés globaux, de gérer les risques liés aux incertitudes qu’impose la logique de flux tendus sur une échelle internationale, et de développer ses capacités à collaborer et à innover avec les divers acteurs de la chaîne. Au sein de ces chaines de valeur globales, le prix ne constituerait donc plus le principal déterminant de la compétitivité.

Dans cette perspective, les questions de droits de douane ou de subventions à l’export, au cœur du Cycle de Doha, deviennent, d’après l’auteur, moins pertinentes. Cela expliquerait l’inclusion, dans l’accord final de Bali, d’un compromis sur la simplification de la bureaucratie douanière pour faciliter le commerce.

Alexandre Martin, Centre d’études et de prospective

Source : *Centre for Economy Policy Research* [http://www.voxeu.org/sites/default/files/Building_on_Bali.pdf – ce lien n’est plus valide]